

Témoignage de Daniel SEGONDS, président du GNIS et membre du Comité économique, éthique et social (CEES) du Haut Conseil des Biotechnologies

extrait de son exposé

« *Où en sommes-nous en France et en Europe ?* »

au colloque international

« *Biotechnologies végétales, environnement, alimentation, santé : quel futur ?* »,
Paris, 20 septembre 2011

CEES : un bilan peu encourageant

« Le CEES est sensé être le reflet de la société civile et, par les recommandations qu'il fait, réconcilier le monde scientifique et le monde des citoyens.

Nous sommes entrés dans ce CEES avec beaucoup d'espoir, mais aujourd'hui ce n'est pas satisfaisant, nous sommes assez découragés de la façon dont cela fonctionne.

« Difficultés de dialogue »

Les difficultés de dialogue évidentes par la composition-même du CEES ou d'un certain nombre de parties prenantes, qui sont vraiment prenantes ! (*rires dans la salle*). Certaines ont affiché d'emblée qu'elles étaient contre les OGM, d'autres sont pour. Dans ce cadre-là, il est difficile d'arriver à ce qui était souhaité, c'est-à-dire le consensus. La composition-même du CEES en est en partie la cause.

En tout cas, l'expérience montre que c'est très difficile. Nous avons fait un certain nombre de travaux. Sur MON810, le premier que nous ayons eu à traiter, nous n'avons pas été très convaincants, la discussion de 3 journées s'est vite terminée par un vote de 14 à 11. Ça aurait pu être 12 -12, je ne sais pas si l'histoire aurait été écrite différemment. A partir de là, il y a deux camps et c'est difficile de concilier les opinions de chacun.

Nous n'avons pas été assez conséquents, car nous apprenons à marcher ensemble. Sur les dossiers suivants : sur le Bt11, qu'on a dit plutôt positif alors que scientifiquement c'est plutôt moins que MON810, et sur 1507 on a dit plutôt non. On apprend en marchant.

Mais ce qui m'inquiète le plus c'est un peu l'impasse dans la recherche du consensus, l'impasse dans laquelle on se trouve aujourd'hui, les difficultés de dialogue.

« Le syndrome de l'œillet bleu »

Le 'syndrome' de l'œillet bleu que nous avons traité montre bien jusqu'où peut aller ce genre de débat. Nous avons consacré une journée et demie du CEES sur une recommandation d'importation d'œillet bleus. Bleu parce que transgénique.

Vision sociale : certains disent « qui a coupé les œillet bleus ? ». Ils étaient Colombiens. On pouvait penser que c'était dans des conditions de non respect du droit du travail, peut-être que c'était des enfants. Il est vrai que cela pose un problème. Ce n'est pas un problème spécifique aux OGM. Mais la recommandation était de faire attention aux conditions de travail dans lesquelles les œillet sont coupés.

Après on passe à l'aspect environnemental, ils arrivent certes coupés. Si vous allez sur le web un 'amateur éclairé' peut arriver à bouturer un œillet bleu acheté

chez sa fleuriste (!) (*rires dans la salle*). Cette bouture est plantée dans le jardin et ce jardin aura des œillets transgéniques qui se feront polliniser par les insectes du coin qui iront polliniser l'œillet de la voisine, et là on a un vrai problème environnemental (!) (*rires dans la salle*).

Aspect sanitaire : la nouvelle cuisine utilise des pétales et pourquoi ne pas mettre des pétales achetés chez votre fleuriste ? (!).

Tout ceci se termine sur une recommandation et une position encore plus accentuées des opposants que je ne peux pas citer mais dont la position étant publique, je peux la reprendre, qui dit que « de toute façon ces œillets bleus n'ont aucun sens, c'est pure arrogance que de vouloir transformer des œillets bleus puisque naturellement ils sont roses » (!) (*rires dans la salle*).

« Sentiment d'inutilité »

J'espère que cela va évoluer. C'est pourquoi parfois nous avons un sentiment d'inutilité. Nous n'avons plus de dossiers de mise en culture, et pour cause, mais beaucoup de dossiers d'import.

Une largesse qui nous a été faite : nous avons la possibilité de nous auto-saisir. Sur la co-existence, à côté des faits scientifiques, c'est un progrès crucial pour le développement des OGM ! Nous nous sommes saisis récemment de la question de la propriété intellectuelle qui semble s'éloigner un peu plus de la préoccupation du CEES.

« Evolution vers un think tank improbable »

On peut s'autosaisir de plein de choses et si on n'a pas d'autres dossiers complets, on va bientôt se transformer en une sorte de think tank improbable, où vont s'affronter des gens que tout finalement sépare. Ce n'était pas l'objet du HCB. Je souhaite que nous arrivions à une solution pour réconcilier le scientifique et la société.

Mon grand regret dans le cadre du HCB est le maïs MON 810 qui était l'excellent exemple environnemental avec une réduction des pesticides et une meilleure qualité. C'est vraiment une chance qu'on a laissé passer. »

QUESTION DE LA SALLE

« Vous êtes dans le CEES du HCB, moi je suis dans un autre comité, le comité scientifique. Je trouve très courageux ce que vous avez dit sur le fonctionnement du CEES, dans la mesure où vous savez qu'un autre membre de ce comité, que vous connaissez, et qui s'est exprimé publiquement, qui a été interviewé par TVAgri¹, contre laquelle actuellement certains membres auraient demandé qu'elle² soit exclue du CEES.

Quand vous avez été nommés au CEES, vous êtes tous des représentants d'association ou de groupements professionnels, est-ce que les membres d'associations ont le droit de demander l'exclusion de certains autres membres d'associations ? Dans ce cas, il s'agit d'un syndicat assez représentatif, un membre qui appartient à la CFDT. »

¹ NDLR : <http://www.tvagri.info/reportages-agricoles/jeanne-grosclaude-00282.html>

² NDLR : il s'agit de Jeanne Grosclaude, directrice de recherches de l'INRA et membre de la CFDT

REPONSE de Daniel SEGONDS

« Il ne m'appartient pas de juger de la légalité d'une telle démarche. Je voudrais dire deux choses.

Nous avons essayé de réagir. Je vous ai mentionné que seul le dossier sur lequel nous avons trouvé un consensus est celui de la vigne. Lorsque la vigne a été arrachée, en séance du CEES nous avons essayé de faire dire à l'ensemble des membres du CEES qu'ils désapprouvaient cet arrachage ; nous avons même été assez brutalement repoussés. Je ne vois pas comment une démarche, telle que vous la décrivez, pourrait être différente aujourd'hui par le bureau du HCB.

J'ai de l'espoir à la hauteur de l'espoir que ça avait suscité. Je suis de ceux qui pensent qu'on pourrait encore y arriver avec des modifications importantes, en particulier dans la composition, et peut-être aussi dans le type de recommandation qu'il nous est demandé, mais surtout dans la composition, avec aussi peut-être une sorte d'engagement que, lorsqu'on s'engage à participer à de tels débats, on ne peut pas se prévaloir d'une idéologie inflexible, sinon la discussion n'est pas possible ».